



Paris, le 25 mai 2021

EUR_2021_199

Les élections législatives bulgares du 4 avril 2021

**Projet d'intervention de M. Pascal ALLIZARD,
Vice-Président de l'AP-OSCE,
Représentant spécial pour les Affaires méditerranéennes,**

1) Le contexte : des élections très bien organisées malgré une nouvelle vague de Covid très sévère

Il faut tout de même saluer le courage du gouvernement en place qui n'a pas choisi la solution de facilité, laquelle aurait consisté simplement à reporter les élections à l'automne. En effet, une troisième vague de Covid très sévère a secoué le pays qui a vécu un nouveau confinement partiel.

J'ai pu constater sur place que les élections se sont tenues, malgré ce contexte sanitaire dégradé, dans des conditions très satisfaisantes. L'organisation était excellente. Partout des masques, des espaces de distanciation même quand il fallait former une queue, et une grande discipline. Les bureaux de vote avaient tous 6 ou 7 assesseurs et restaient ouverts de 7 heures du matin à 8 heures du soir. Chacun avait sa nouvelle carte d'identité (petit format numérisé à puce). Des forces de sécurité étaient présentes pour aider la formation des files. Enfin,

la plus grande sérénité régnait et peut-être aussi un peu de résignation. Partout j'ai été bien reçu.

Il était prévu de promener des urnes mobiles dans les hôpitaux et chez les malades et pour tous ceux qui étaient empêchés de se déplacer, mais cette idée généreuse demandait une logistique délicate et beaucoup de bras ; il s'est avéré que les volontaires n'étaient pas assez nombreux. Il faut savoir qu'en Bulgarie, le vote par procuration n'existe pas. Cela a d'ailleurs pour conséquence qu'on peut au dernier moment ajouter quelqu'un sur les listes électorales s'il peut prouver qu'il devait s'y trouver ou qu'il ne peut pas voter ailleurs. Ainsi, des étudiants se contentaient de monter leur carte d'étudiant ou leur carnet de notes en plus de leur carte d'identité et s'engageaient sur l'honneur à ne pas voter deux fois.

2) Que tirer du résultat des élections ?

Le résultat des élections législatives bulgares confirme la victoire des conservateurs du Premier ministre sortant, Boïko Borissov, en place depuis près de quinze ans. Cependant les caractéristiques propres à la proportionnelle intégrale, le nombre de partis en lice (30) et l'ampleur du vote protestataire, divisé entre plusieurs petits partis nouveaux, donnent un résultat éclaté. C'est ainsi que s'est ouverte une période d'instabilité politique que le Premier ministre sortant croyait pouvoir exploiter à son profit.

En effet, son parti représente encore la première force politique du pays malgré un net recul de son électorat. Son idée est de tenir les rênes directement ou indirectement jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, qui pourrait bien lui donner la présidence, à défaut d'un nouveau mandat de Premier ministre.

Le Gerb (« *Citoyens pour le développement au sein de l'Union européenne* »), parti de M. Borissov, arrive donc en tête, mais il est suivi de près par un nouveau parti populiste indéterminé « *Il y a un tel peuple* » ou plutôt « *Le peuple existe* » (ITP), fondé par le célèbre et étonnant présentateur de télévision Slavi Trifonof.

Ce dernier a annoncé pendant la campagne qu'il ne ferait de coalition avec personne et, à la publication du résultat, il s'est contenté de dire que le peuple avait gagné et qu'il reprenait enfin le pouvoir qu'on lui avait confisqué. Comprenez qui pourra. La réalité est que son électorat veut « dégager » le pouvoir en place sans pour autant avoir d'autre programme que ce « démagisme ». Cette formation nouvelle de l'animateur télévisé satirique a créé une énorme surprise que les sondages n'avaient pas vue puisque cette formation devance largement les « socialistes ». Slavi Trifonof a également été plébiscité par les Bulgares de l'étranger qui l'ont placé en tête.

Le mouvement « *Bulgarie démocratique de la droite citadine* », composé de ceux qui avaient lancé les défilés antigouvernementaux de l'hiver dernier, fait aussi mieux que prévu. L'autre parti contestataire, « *Levez-vous et mettez les mafieux dehors* » (DMD, plutôt à gauche), a réuni près de 5 % des électeurs. Habituel faiseur de rois, le parti ethnique de la minorité turque MDL qui se veut un parti « ouvert à tous » n'arrive qu'en cinquième position, car il a été pénalisé par la mauvaise réputation du député oligarque Delyan Peevski, soupçonné de malversations et d'une grande influence sur la classe politique, sur le parquet et sur les médias dont il possède une partie non-négligeable. MDL avait décidé de retirer le nom de ce député de ses listes. La manœuvre n'a trompé personne.

Enfin, les nationalistes « macédoniens » du VMRO, qui faisaient partie du gouvernement sortant, n'ont pas réussi à dépasser la barre des 4 % et quittent le Parlement.

Ces résultats traduisent la profonde fragmentation de l'opinion et un profond malaise dans cette société qui ne voit toujours pas venir la prospérité qu'elle convoitait en intégrant le club européen. Une fois de plus, aucune majorité nette ne se dégage et le parti en place profite de la prime au sortant et du légalisme d'une partie de l'électorat, lequel se méfie du retour du communisme sous un autre nom.

Dans un geste de bonne volonté, le Premier ministre a d'abord tendu la main à ses opposants mais les négociations se sont avérées très difficiles. On tablait d'abord sur un gouvernement composé d'experts pour « traverser la crise du covid-19 et aller de l'avant »>. Ainsi s'exprimait M. Borissov, mais l'élection présidentielle est prévue pour novembre et elle va naturellement attiser de nouvelles luttes et empêcher certaines alliances. Le président en place, le « socialiste » Roumen Radev, ancien communiste pro-russe et très peu europhile, a soutenu les manifestants, n'a pas caché son mépris pour le gouvernement sortant et a déjà annoncé qu'il briguerait un nouveau mandat. Dans une déclaration qui est mal passée, il a déclaré le jour du vote qu'il s'apprêtait à voter « *contre l'arbitraire et la corruption* », affichant sa confiance dans un « *retour à la normalité* ». Personne n'a compris à quelle normalité il se référait.

Aujourd'hui six partis et coalitions politiques dépassent la barre des 4 % nécessaire pour entrer au Parlement :

- GERB/UFD (coalition sortante dirigée par l'actuel Premier ministre Boïko Borissov): 26,18 % (837 671 voix) – 75 sièges (20 de moins qu'auparavant)
- « *Il y a un tel peuple* » (nouveau parti lancé par Slavi Trifonov) : 17,66 % (564 989 voix) – 51 sièges

- PSB (parti socialiste anciennement communiste) : 15,01 % (480 124 voix) – 43 sièges (ils en avaient 80 auparavant)
- MDL : 10,49 % (335 701 voix) – 30 sièges (4 de plus)
- « *Bulgarie démocratique* » : 9,45 % (302 270 voix) – 27 sièges
- « *Levez-vous et mettez les Mafieux dehors !* » : 4,72 % (150 921) – 14 sièges

Ainsi 3 254 899 électeurs ont voté, ce qui correspond à un taux de participation de 49,88 %, ce qui n'est pas négligeable, compte tenu de la situation sanitaire et du découragement de la population.

Dans ces conditions, le 7 avril 2021, en Conseil des ministres, le Premier ministre Boïko Borissov (GERB) a tenu un discours qui se résume en cinq points :

- 1°. GERB est la première force politique et il s'ensuivait qu'elle était tenue, la première, de proposer la formation d'un gouvernement, mais elle ne pouvait pas avoir de majorité au Parlement, qui voulait « tout sauf Borissov » ;
- 2°. Boïko Borissov a demandé en conséquence à Slavi Trifonov (à la tête de la deuxième force politique du pays) de ne pas désertier et de former un gouvernement, ce qu'il n'a pas réussi à faire ;
- 3°. Il a affirmé ensuite qu'il était « *prêt à donner des députés à Trifonov* » pour lui assurer un soutien au Parlement dans le cas où il formerait un gouvernement, l'idée étant toujours de garder la main ;

- 4°. Il s'est dit convaincu que de nouvelles élections n'apporteraient pas de solution et seraient un gaspillage d'argent et de temps, mais son adversaire principal, le Président de la République, pensait exactement le contraire ;
- 5°. Il a suggéré enfin de profiter de cette législature pour tenter une union nationale et préparer la convocation d'une assemblée constituante qui adopterait une nouvelle Constitution, son idée dominante étant de changer le mode de scrutin au profit d'un scrutin uninominal, ce que refusent tous les autres partis.

On pensait alors que le Premier ministre sortant, qui s'est toujours montré d'un grande habilité politique, réussirait à tirer son épingle du jeu ; mais l'hostilité de ses adversaires l'a emporté et accessoirement ses ennuis de santé qui l'ont conduit à l'hôpital ont joué contre lui et son parti a suscité une profonde réaction de rejet au Parlement. Aucune coalition ne s'est avérée possible.

Boyko Borissov, vainqueur sans majorité absolue, a mandaté sans succès le nouveau parti populaire anti-élite "Il y a un tel peuple" pour former une coalition ; puis il a tenté de se rapprocher du parti socialiste, troisième parti le plus important du Parlement, sans succès là aussi.

« La Bulgarie a besoin d'une alternative politique avec une volonté forte, chose que le Parlement actuel n'a pas réussi à produire », a déclaré Roumen Radev après le refus du parti socialiste, troisième et dernière tentative de former un gouvernement.

3) Sortir de l'impasse : le Président de la République reprend la main

C'est dans ces conditions que le Président de la République a décidé le 5 mai dernier de procéder à de nouvelles élections le 11 juillet prochain.

Rumen Radev, le président bulgare, a annoncé la semaine dernière la désignation de son secrétaire à la Défense au poste de Premier ministre par intérim. Âgé de 61 ans, Stefan Yanev, est un proche du président Radev. Sa tâche, d'ici aux élections législatives du 11 juillet, sera de juguler l'épidémie de coronavirus et de garantir l'organisation d'un scrutin équitable, et bien sûr d'assurer la réélection de son mentor en novembre.

En conclusion, je tiens à nouveau à saluer le courage du gouvernement bulgare qui a pris le risque d'organiser ces élections dans des conditions exceptionnelles. Je tiens aussi à souligner à quel point les électeurs bulgares semblent désabusés au vu de la situation générale du pays qui reste aux mains de clans qui n'ont pas d'autres projets que de gérer leurs affaires tandis que ceux qui pourraient accéder au pouvoir et les remplacer ne semblent pas savoir quoi faire. Enfin la proportionnelle n'arrange pas les choses et ne permet pas de dégager une majorité pour gouverner. Pourtant il n'y a pas de consensus pour changer ce mode de scrutin qui est partiellement à l'origine des problèmes politiques de la Bulgarie. Enfin je dois souligner le découragement du peuple bulgare qui a trop attendu de son appartenance à l'Union européenne et qui ne croit plus aussi aveuglément à la solution communautaire.